

Annexe

Sous-commission paritaire pour les établissements
qui ne sont pas soumis à la loi sur les hôpitaux

Convention collective de travail particulière du 26 février 1991
concernant les entreprises ressortissant à cette sous-commission
paritaire à partir du 22 juillet 1990

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique
aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant, à
partir du 22 juillet 1990, à la Sous-commission paritaire pour les
établissements qui ne sont pas soumis à la loi sur les hôpitaux.

Art. 2. Toutes les décisions et les conventions collectives de
travail, conclues au sein de la Commission paritaire nationale des
services de santé et la Sous-commission paritaire pour les établisse-
ments qui ne sont pas soumis à la loi sur les hôpitaux, qui sont
encore en vigueur en date du 22 juillet 1990, sont applicables aux
entreprises visées à l'article 1^{er} qui ne ressortissaient pas à ces
commissions paritaires avant la date précitée.

Art. 3. La présente convention collective de travail produit ses
effets à partir du 22 juillet 1990.

Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être
dénoncée moyennant un préavis de trois mois, à notifier par lettre
recommandée à la poste, adressée au président de la Sous-commis-
sion paritaire pour les établissements qui ne sont pas soumis à la loi
sur les hôpitaux.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 5 août 1991.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

Bijlage

Paritair Subcomité voor de inrichtingen
die niet aan de wet op de ziekenhuizen onderworpen zijn

Bijzondere collectieve arbeidsovereenkomst van 26 februari 1991
betreffende de ondernemingen die sinds 22 juli 1990 onder dit
paritair subcomité ressorteren

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing
op de werkgevers en de werknemers van de ondernemingen die
vanaf 22 juli 1990 ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de
inrichtingen die niet aan de wet op de ziekenhuizen onderworpen
zijn.

Art. 2. Alle beslissingen en collectieve arbeidsovereenkomsten,
gesloten in het Nationaal Paritair Comité voor de gezondheids-
diensten en het Paritair Subcomité voor de inrichtingen die niet aan
de wet op de ziekenhuizen onderworpen zijn, welke nog van kracht
zijn op 22 juli 1990, zijn van toepassing op de in artikel 1 bedoelde
ondernemingen welke voor laatstgenoemde datum niet onder deze
paritaire comités ressorteerden.

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking
met ingang van 22 juli 1990.

Zij is gesloten voor onbepaalde duur en kan worden opgezegd
mits een opzegging van drie maanden bij aangetekend schrijven
gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de inrich-
tingen die niet aan de wet op de ziekenhuizen onderworpen zijn.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit
van 5 augustus 1991.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

F. 91 — 2658

23 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté royal portant exécution de
l'article 174 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions
sociales (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales,
notamment l'article 174;

Vu l'avis du Conseil national du travail;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973,
notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 9 août 1980,
16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu d'informer sans délai les partenaires
sociaux sur l'affectation qui pourra être donnée au produit de la coti-
sation de 0,25 % destinée à la promotion d'initiatives pour l'emploi
en faveur de groupes à risque;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o la loi : la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions
sociales;

2^o le Ministre : le Ministre de l'Emploi et du Travail;

3^o les groupes à risque : ceux visés à l'article 173 de la loi;

4^o le groupe d'entreprises : plusieurs entreprises du secteur privé,
regroupées ou non au sein d'une fédération, association ou union
professionnelle;

5^o les actions positives pour les femmes : les mesures qui doivent
permettre une égalité de fait entre les hommes et les femmes, prises
en concertation avec les partenaires sociaux et avec l'assistance du
service des Relations collectives du travail du Ministère de l'Emploi
et du Travail;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 29 décembre 1990, *Moniteur belge* du 9 janvier 1991.

N. 91 — 2658

23 SEPTEMBER 1991. — Koninklijk besluit houdende de uitvoering
van artikel 174 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale
bepalingen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepa-
lingen, inzonderheid op artikel 174;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op
12 januari 1973 inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de
wetten van 9 augustus 1980, 16 juni en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het wenselijk is onverwijld de sociale partners
in te lichten over de bestemming die zou kunnen gegeven worden
aan de opbrengst van de bijdrage van 0,25 % aangewend ter bevor-
dering van initiatieven tot tewerkstelling van risicogroepen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en
Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, verstaat men onder :

1^o de wet : de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepa-
lingen;

2^o de Minister : de Minister van Tewerkstelling en Arbeid;

3^o de risicogroepen : deze bedoeld bij artikel 173 van de wet;

4^o de groep van ondernemingen : meerdere ondernemingen uit de
privé-sector, al of niet verenigd in de schoot van een federatie,
vereniging of beroepsunie;

5^o de positieve acties voor vrouwen : de maatregelen die een feite-
lijke gelijkheid tussen mannen en vrouwen moeten toelaten,
genomen in overleg met de sociale partners en met de bijstand van
de dienst van de Collectieve arbeidsbetrekkingen van het Ministerie
van Tewerkstelling en Arbeid;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad*.

Wet van 29 december 1990, *Belgisch Staatsblad* van 9 januari 1991.

6° le Fonds pour l'emploi : le Fonds créé auprès du Ministère de l'Emploi et du Travail conformément à l'article 4 de l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 créant un Fonds en vue de l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi.

Art. 2. § 1^{er}. Dans la limite de ses ressources, le Fonds pour l'emploi intervient financièrement :

a) soit auprès de l'employeur, dans le cadre d'un projet individuel de mise au travail de personnes appartenant aux groupes à risque;

b) soit auprès du promoteur d'un projet collectif, inséré dans une convention collective de travail, portant sur un nombre de personnes appartenant aux groupes à risque.

§ 2. Peuvent notamment être introduits par les secteurs, les groupes d'entreprises ou les entreprises, le cas échéant en collaboration avec le Forem, le V.D.A.B. ou l'Orbem :

— les projets qui dépassent l'effort global prévu à l'article 170, § 2 de la loi;

— les projets émanant de secteurs, d'entreprises ou de groupes d'entreprises qui, à défaut de convention collective de travail, ont versé au Fonds pour l'emploi la cotisation visée à l'article 172 de la loi;

— les projets prévoyant des actions positives pour les femmes et ayant des implications financières.

Art. 3. Le montant de l'intervention financière visée à l'article 2 du présent arrêté est fixé par le Ministre.

Dans le cas d'un projet individuel visé au § 1^{er}, a) de l'article 2 du présent arrêté, cette intervention porte sur :

— une diminution du coût salarial, en cas d'embauche d'une personne handicapée;

— une diminution temporaire du coût salarial, en cas d'embauche de personnes qui réintègrent le marché de l'emploi, comme précisé à l'article 1^{er}, § 5 de l'arrêté royal du 12^{avril} 1991 portant exécution de l'article 173 de la loi, ou de chômeurs de longue durée, comme précisé à l'article 1^{er} du même arrêté.

Cette diminution sera plus importante en fonction de la durée du chômage de la personne concernée.

L'intervention financière est liquidée selon les modalités fixées par le Ministre.

Art. 4. Les projets individuels ou collectifs visés à l'article 2 du présent arrêté sont mis en œuvre par l'employeur ou leur promoteur dans le cadre d'une convention d'insertion professionnelle.

Celle-ci est signée par le Ministre, après avis conforme, rendu à l'unanimité, de la Commission d'agrément visée à l'article 5 du présent arrêté.

La convention d'insertion professionnelle a une durée de six mois minimum et d'une année maximum.

Elle comporte au moins les mentions suivantes :

1. une description générale du projet;
2. une description de la ou des catégories de groupes à risque à embaucher;
3. la durée du projet et l'estimation de son coût;
4. les modalités d'évaluation périodique et finale ainsi que de contrôle du déroulement du projet.

Les rapports de ces évaluations et contrôles sont soumis à la Commission d'agrément.

Art. 5. Une Commission d'agrément est instituée auprès du Ministère de l'Emploi et du Travail.

Son rôle, sa composition et son fonctionnement sont déterminés par le Ministre.

Art. 6. Le Ministre, après avis de la Commission d'agrément :

1. détermine les critères et modalités d'octroi, ainsi que le mode de calcul de l'intervention financière visée à l'article 2 du présent arrêté;
2. détermine le mode selon lequel l'employeur ou le promoteur restitue le montant de l'intervention financière, lorsqu'il met fin unilatéralement au projet sans justification ou qu'il ne respecte pas les obligations qui lui sont imposées par la convention d'insertion professionnelle;
3. définit les types de projets qui peuvent faire l'objet d'une convention d'insertion professionnelle.

6° het Tewerkstellingsfonds : het Fonds opgericht bij het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid overeenkomstig artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982 tot oprichting van een Fonds ter aanwending van de bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling.

Art. 2. § 1. Binnen de perken van zijn middelen, komt het Tewerkstellingsfonds financieel tussen :

a) hetzij bij de werkgever, in het kader van een individueel project voor tewerkstelling van personen behorend tot de risicogroepen;

b) hetzij bij de promotor van een collectief project uitgewerkt in uitvoering van een collectieve arbeidsovereenkomst en betrekking heeft op een aantal personen die behoren tot de risicogroepen.

§ 2. Kunnen onder meer worden ingediend door sectoren, groepen van ondernemingen en ondernemingen, eventueel in samenwerking met V.D.A.B., B.G.D.A. et Forem :

— de projecten die de globale inspanning voorzien in artikel 170, § 2 van de wet overschrijden;

— de projecten die uitgaan van één of meerdere sectoren, ondernemingen of groepen van ondernemingen die, bij ontstentenis van een collectieve arbeidsovereenkomst, de bijdrage, bedoeld in artikel 172 van de wet, hebben gestort aan het Tewerkstellingsfonds;

— de projecten die positieve acties voor vrouwen voorzien met financiële implicaties.

Art. 3. Het bedrag van de financiële tussenkomst bedoeld in artikel 2 van dit besluit wordt door de Minister vastgesteld.

In het geval van een individueel project bedoeld in § 1, a) van het artikel 2 van dit besluit, slaat deze tussenkomst op :

— een vermindering van de loonkost bij de aanwerving van een gehandicapte;

— een tijdelijke vermindering van de loonkost, bij de aanwerving van herintreders, zoals bepaald in artikel 1, § 5 van het koninklijk besluit van 12 april 1991 tot uitvoering van artikel 173 van de wet, of van langdurige werklozen zoals bepaald in artikel 1, § 1 van hetzelfde besluit.

Die vermindering zal groter zijn naarmate de duur van de werkloosheid van de betrokkene.

De financiële tussenkomst wordt vereffend volgens de modaliteiten vastgesteld door de Minister.

Art. 4. De individuele of collectieve projecten bedoeld in artikel 2 van dit besluit worden opgezet door de werkgever of hun promotor in het kader van een overeenkomst tot beroepsinschakeling.

Deze wordt door de Minister ondertekend, na eensluidend advies van de Erkenningscommissie bedoeld in artikel 5 van dit besluit.

De overeenkomst tot beroepsinschakeling heeft een minimumduur van zes maanden en een maximumduur van één jaar.

Zij omvat tenminste volgende vermeldingen :

1. een algemene beschrijving van het project;
2. een beschrijving van de categorieën van de risicogroepen die voor aanwerving in aanmerking komen;
3. de duur van het project en een raming van de kostprijs;
4. de wijze waarop de periodieke- en eindevaluatie gebeurt evenals de controle op het verloop van het project.

Deze evaluatie- en controle rapporten worden voorgelegd aan de Erkenningscommissie.

Art. 5. Een Erkenningscommissie wordt opgericht bij het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

Zijn rol, samenstelling en werking worden bepaald door de Minister.

Art. 6. Na advies van de Erkenningscommissie, bepaalt de Minister :

1. de criteria en toekenningsmodaliteiten evenals de berekeningswijze voor de financiële tussenkomst bedoeld in artikel 2 van dit besluit;
2. de wijze waarop de werkgever of de promotor het bedrag van de financiële tussenkomst terugstort, in het geval hij eenzijdig en zonder rechtvaardiging een einde stelt aan het project of zo hij zijn verplichtingen opgelegd door de overeenkomst tot beroepsinschakeling niet nakomt;
3. de types van projecten die het voorwerp kunnen uitmaken van een overeenkomst tot beroepsinschakeling.

Art. 7. Les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance de l'exécution du présent arrêté sont les inspecteurs et inspecteurs adjoints de l'Administration de la Réglementation et des Relations collectives du Travail du Ministère de l'Emploi et du Travail.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1991.

Art. 9. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 septembre 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

Art. 7. De funktionarissen en ambtenaren belast met het toezicht op de uitvoering van dit besluit zijn de inspecteurs en adjunct-inspecteurs van de Administratie van de Arbeidsbetrekkingen en Reglementering van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991.

Art. 9. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 september 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

F. 91 — 2659

23 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 27 février 1989 portant exécution de la Section 2 — institution d'une cotisation au Fonds pour l'emploi — du Chapitre VIII du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme du 30 décembre 1988, notamment les articles 137 et 138;

Vu l'arrêté royal du 27 février 1989 portant exécution de la Section 2 — institution d'une cotisation au Fonds pour l'emploi — du Chapitre VIII du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988, modifié par l'arrêté royal du 22 juin 1990;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1988;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de prendre sans délai les mesures visant à optimiser la promotion de l'insertion professionnelle des groupes à risque;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le Chapitre II de l'arrêté royal du 27 février 1989 portant exécution de la Section 2 — institution d'une cotisation au Fonds pour l'emploi — du Chapitre VIII du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988, modifié par l'arrêté royal du 22 juin 1990, est remplacé par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE II. — De la promotion des initiatives pour l'emploi

Art. 2. Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

- 1^o la loi : la loi-programme du 30 décembre 1988;
- 2^o le Ministre : le Ministre de l'Emploi et du Travail;
- 3^o l'employeur : toute personne publique ou privée visée par l'article 137, § 1^{er}, de la loi, qui occupe un travailleur ou un apprenti dans le cadre d'une initiative pour l'emploi;
- 4^o l'introduit : l'entreprise, le groupe d'entreprises, l'organisation, l'association sans but lucratif ou l'institution qui a conclu un accord de collaboration avec une entreprise, un groupe d'entreprises ou une organisation dans le cadre d'une convention d'insertion professionnelle en vue de la mise au travail de personnes appartenant à un des groupes à risque;
- 5^o le groupe d'entreprises : toutes ou plusieurs entreprises du secteur privé d'une même branche d'activité regroupées au sein d'une fédération, d'une association ou d'une union professionnelle;

6^o l'organisation : un fonds de sécurité d'existence institué conformément à la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, une association créée par une ou plusieurs organisations représentatives des employeurs et une ou plusieurs organisations représentatives des travailleurs dans le but d'assurer la formation des travailleurs;

5

N. 91 — 2659

23 SEPTEMBER 1991. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 februari 1989 tot uitvoering van Afdeling 2 — instelling van een bijdrage aan het Tewerkstellingsfonds — van Hoofdstuk VIII van Titel III van de programmawet van 30 december 1988

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet van 30 december 1988, inzonderheid op de artikelen 137 en 138;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 februari 1989 tot uitvoering van Afdeling 2 — instelling van een bijdrage aan het Tewerkstellingsfonds — van Hoofdstuk VIII van Titel III van de programmawet van 30 december 1988, gewijzigd bij koninklijk besluit van 22 juni 1990;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1^o, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat er onverwijld maatregelen dienen genomen te worden tot optimale bevordering van de inschakeling in het arbeidsproces van de risicogroepen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 27 februari 1989 tot uitvoering van Afdeling 2 — instelling van een bijdrage aan het Tewerkstellingsfonds — van Hoofdstuk VIII van Titel III van de programmawet van 30 december 1988, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 juni 1990, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« HOOFDSTUK II. — De bevordering van de tewerkstellingsinitiatieven

Art. 2. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

- 1^o de wet : de programmawet van 30 december 1988;
- 2^o de Minister : de Minister van Tewerkstelling en Arbeid;
- 3^o de werkgever : elke publieke of privépersoon bedoeld bij artikel 137, § 1, van de wet, die een werknemer of een leerling tewerkstelt, in het kader van een tewerkstellingsinitiatief;
- 4^o de indiener : de onderneming, de groep van ondernemingen, de organisatie, de vereniging zonder winstoogmerk of de instelling die een samenwerkingsverband heeft opgezet met een onderneming, een groep van ondernemingen of een organisatie in het kader van een overeenkomst tot beroepsinschakeling, met het oog op de tewerkstelling van mensen uit de risicogroepen;
- 5^o de groep van ondernemingen : alle of verschillende ondernemingen uit de privé-sector behorend tot eenzelfde activiteitstak, gegroepeerd in een verbond, een vereniging of een beroepsvereniging;
- 6^o de organisatie : een fonds voor bestaanszekerheid ingesteld overeenkomstig de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, een vereniging opgericht door één of meer representatieve werknemersorganisaties en één of meer representatieve werknemersorganisaties, met het oog op het verzekeren van de vorming van de werknemers;